



Jaffa, avant et après la Naqba

**Du 24 janvier au 14 février dernier, Pax Christi et le Comité pour une paix juste au Proche-Orient (CPJPO) ont organisé une exposition au Centre Convict sur la Naqba, la catastrophe que les Palestiniens ont subie en 1947-48.**

Cette catastrophe s'est passée durant les mois ayant précédé et suivi la proclamation de l'Etat d'Israël, le 14 mai 1948. Ce même jour, s'est terminé le mandat sur la Palestine que les Britanniques se sont fait confier par l'Onu après la Première Guerre mondiale. La Naqba a aussi suivi l'adoption du plan de partage de la Palestine, par l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU), le 29 novembre 1947. Ce plan a prévu la création d'un Etat juif et d'un Etat arabe alors que Jérusalem devait être placée sous administration internationale.

Cette exposition a montré que durant cette période, quelque 750.000 Palestiniens ont été chassés de leur maison, de leur village, de leur ville. Ils ont dû fuir sous la menace de la violence qu'ont exercée les milices et les forces armées juives et sous l'effet de la terreur créée par les sionistes. 531 villages ont été détruits et onze villes vidées de leurs habitants. Seulement environ 150.000 Palestiniens ont pu rester. Jusqu'à ce jour, aucune indemnité n'a été payée à ces Palestiniens pour la perte de leur maison, de leurs biens, de leurs champs, de leurs exploitations, de leurs plantations. La résolution 194 (III) adoptée le 11 décembre 1948 par l'AGNU leur garantit le droit de retour ou du moins une indemnisation pour ceux qui ne veulent pas retourner. A ce jour, Israël n'a réservé aucune suite à cette résolution que l'AGNU a rappelée jusqu'aujourd'hui dans nombre de ses résolutions ultérieures. Au contraire, le lendemain de l'adoption de cette

résolution, Israël a adopté un décret sur la propriété «des absents», qui lui a permis de s'approprier les biens de ceux-ci.

Cette exposition, déjà présentée dans une cinquantaine de villes allemandes, a eu le mérite de contribuer à corriger l'histoire et à redresser les mensonges qui nous ont été longtemps racontés pour expliquer l'émigration des Juifs et la création de l'Etat d'Israël: un peuple sans terre, affirmait-on, est allé s'établir dans une terre sans peuple. Plus tard, lorsqu'au cours des années 1960, les Palestiniens ont commencé à réagir, de manière parfois violente, l'explication a été de dire que ce sont les gouvernements arabes qui ont invité les Palestiniens à quitter leur terre afin qu'ensuite, ensemble, ils puissent jeter les Juifs à la mer. La thèse sioniste, soigneusement entretenue, des «Palestiniens partis d'eux-mêmes», est fausse et absurde. Un mythe.

#### *Un plan soigneusement préparé*

Dans son livre, *Le nettoyage ethnique de la Palestine*, Ilan Pappé, un des nouveaux historiens israéliens, écrit qu'il y a un crime qui a été presque entièrement effacé de la mémoire publique mondiale: la spoliation des Palestiniens par Israël en 1948. Cet événement a été «systématiquement nié». «Il n'est toujours pas reconnu comme un fait historique, et moins encore comme un crime auquel il faut faire face politiquement et moralement. (1)»

Ilan Pappé précise que c'est sous la direction de Ben Gourion, que le 10 mars 1948, le «plan D» (en hébreu Daleth) a été finalisé. Alors que les trois versions précédentes étaient encore restées vagues quant aux intentions des sionistes, ce plan D a été clair et non-ambigu: «Ils devaient partir.» Des ordres ont été envoyés aux unités sur le terrain pour préparer l'expulsion systématique des Palestiniens de vastes régions du pays. «Ces ordres s'accompagnaient d'une description détaillée des méthodes à employer pour évacuer les habitants de force: intimidation massive, siège et pilonnage des villages et des quartiers, incendie des maisons, des biens, des marchandises, expulsion, démolition et pose de mines dans les décombres pour empêcher les expulsés de revenir. (2)»

#### *Longue histoire*

Selon Ilan Pappé, ce plan montrait la volonté idéologique du sionisme d'avoir une population exclusivement juive en Palestine. Il a fallu six mois pour appliquer le plan D. Ce plan et sa mise en œuvre systématique, souligne-t-il, ont été un cas clair et net de ce «nettoyage ethnique» que le droit international actuel considère comme un «crime contre l'humanité. (3)»

Entre le début de décembre 1947 et la fin mars 1948, l'armée des Juifs avait réussi à achever la première phase du nettoyage de la Palestine, avant même la mise en œuvre du plan directeur (4). L'exécution de ce plan a conduit, en particulier, au massacre du village de Deir Yassin, où une centaine d'habitants – dont trente bébés – ont été froidement abattus et à celui de Tantoura où tous les hommes ont été tués.

La guerre avec les armées régulières arabes qui a commencé le 15 mai, n'a pas interrompu les opérations de nettoyage ethnique, qui se sont achevées avec succès à l'automne 1948.

#### *La discrimination des Palestiniens en Israël*

Fin 2010, nous avons une nouvelle fois passé quelques jours en Palestine. Nos amis palestiniens nous ont invités à aller à la rencontre de Palestiniens vivant en Israël et que les autorités israéliennes appellent les Arabes, leur refusant le nom de Palestiniens. Ainsi, à Nazareth, des Palestiniens ont pu nous détailler les discriminations qu'ils vivent sur le plan du logement, de l'accès à la terre et au marché foncier, à l'emploi et à l'éducation. Les 1,3 million de la minorité palestinienne – 17% de la population totale après le nettoyage ethnique, aujourd'hui 20% – ont été contraints de subsister avec 3% seulement des terres. Ils n'ont le droit de construire et de vivre que sur 2% du territoire; le 1% restant a été classé comme zone agricole inconstructible (5).

Ce qui nous a le plus frappés a été notre expérience vécue à Jaffa, près de Tel Aviv. Nous y faisons la connaissance de Samir, un jeune Palestinien, se préparant à un PhD en histoire sur la ville de Jaffa. Comme tant de villes de Palestine, Jaffa avait une longue histoire qui remontait à l'âge du bronze et un héritage romain et byzantin impressionnant. Les troupes de Napoléon ont fait le siège de la ville du 4 au 7 mars 1799.

#### *Jaffa, ville jadis palestinienne*

Avant 1948, nous raconte Samir, Jaffa fut une ville portuaire où ont vécu plus de 100.000 habitants (6). Il s'agissait d'un important centre commercial grâce au commerce des oranges cultivées dans la région. Les oranges ont été exportées vers l'Europe et notamment la Grande-Bretagne et les Pays-Bas dès le XIXe siècle. A cette époque, des Allemands ont établi des postes dans la région. Ils ont introduit de nouvelles technologies comme la pompe à eau, ce qui a facilité le développement de l'irrigation et augmenté les récoltes.

Selon le plan de partage, Jaffa devait faire partie de l'Etat arabe en tant qu'enclave. Si on l'avait affectée à l'Etat juif, la population de celui-ci aurait été à majorité palestinienne (7).

Le grand Jaffa comprenait vingt-quatre villages et dix-sept mosquées; il reste aujourd'hui une mosquée, mais plus aucun village. Que s'était-il passé? La première semaine de janvier 1948 a été marquée par l'explosion d'une bombe dans la maison Sarraya à Jaffa, siège du Comité national palestinien local: le bâtiment s'écroula et on dénombra 36 morts. La panique a commencé à s'installer dans la population (8). Après la mi-février, des maisons furent choisies au hasard puis dynamitées avec leurs habitants (9).

Le 13 mai 1948, 5.000 soldats de l'Irgoun et de la Haganah attaquèrent la ville, que quelque 1.500 des volontaires arabes, mal armés et dirigés par Michel al-Jassa, un chrétien local, tentaient de défendre. Ils ont soutenu un siège et un assaut de trois semaines, de la mi-avril à la mi-mai. Quand Jaffa est tombée, sa population palestinienne – 50.000 habitants – a fui dans des conditions chaotiques, la plupart par bateaux vers Gaza et le Liban pour s'y établir dans des camps de réfugiés (10). Après notamment Tiberias et Haïfa, Jaffa a été la dernière ville palestinienne à être prise, deux jours avant la fin du Mandat (11).

Finalement, nous raconta Samir, il ne restait que quelque 3.000 Palestiniens à Jaffa. Privés de tous leurs biens, de leur maison, de leurs relations humaines, ils ont été regroupés par les forces israéliennes dans un camp entouré de barbelés, ce que certains Juifs qui ont connu les camps ont dénoncé. Sans résultat. Désespérés, ils sont tombés dans la grande pauvreté et même, s'abandonnant à la drogue, dans la petite criminalité.

Deux mois après l'occupation de Jaffa par les Israéliens, les représentants de la Croix-Rouge y ont découvert un monceau de cadavres. Sous couvert des couvre-feux et des bouclages, les Israéliens ont commis à Jaffa d'autres crimes, largement représentatifs de ce qui se passait ailleurs. Le plus courant était le pillage, tant officiel et systématique que privé et sporadique. Les réserves de sucre, de farine, d'orge, de blé et de riz ont été vidées et le butin envoyé dans les implantations juives (12).

En 1950, Jaffa est intégrée dans la ville de Tel Aviv.

#### *L'enjeu du vote du Luxembourg à l'Onu*

Et le Luxembourg dans tout cela? Un panneau de l'exposition présente le résultat du vote de la résolution 181 (II) de l'AGNU sur le plan de partage de la Palestine. Ce plan a réservé 56,47% du territoire à l'Etat juif – alors que les Juifs ne possédaient que 7% des terres – contre seulement 42,88% à l'Etat arabe.

Sur une population totale de près de 1.900.000 personnes, la population juive s'élevait alors à quelque 608.000, soit un tiers de la population totale.

Le Luxembourg a-t-il eu des doutes sur le bien-fondé de ce plan? Le fait est que, lors du vote en commission, quelques jours avant celui en plénière, il s'est abstenu. Et le résultat global de ce vote en commission, s'il devait se confirmer en plénière, n'aurait pas permis d'arriver à la majorité nécessaire des deux tiers pour l'adoption du plan. C'est le président Truman qui, mis sous une forte pression des Juifs, a modifié la situation. Ensemble avec des membres pro-sionistes du Sénat, il a intimidé et menacé des Etats membres pour qu'ils votent en faveur du plan de partage. Le Luxembourg a été parmi les neuf Etats qui ont changé leur vote. Avec 32 autres Etats, il a voté en faveur de ce plan de partage. Treize Etats – dont tous les pays arabes – ont voté contre, et dix se sont abstenus (13).

James Forrestal, secrétaire d'Etat américain à la défense, opposé au plan de partage, a décrit cette manipulation dans son journal de la manière suivante: «La méthode qui a été utilisée pour mettre sous pression et contraindre (« to bring coercion and duress ») d'autres nations à l'Assemblée générale a été pour ainsi dire un scandale (« bordered on to scandal ») (14).»

Ilan Pappé conclut que tant qu'Israël n'aura pas reconnu le rôle cardinal qu'il a joué et qu'il continue de jouer dans la spoliation de la nation palestinienne, tant qu'il n'aura pas accepté de tirer les conséquences de cette reconnaissance du nettoyage ethnique, toutes les tentatives pour résoudre le conflit israélo-palestinien seront vouées à l'échec (15).

*Jean Feyder, ancien  
ambassadeur, membre  
du CA du CPJPO*

(1) Ilan Pappé, *Le Nettoyage Ethnique de la Palestine*, Fayard, 2006, page 10 page 11-12

(2) *Ibid.*, page 10

(3) *Ibid.*, page 11

(4) *Ibid.*, page 121

(5) *Ibid.*, page 287

(6) Selon Wikipedia, Jaffa avait en 1945 une population de 101.580 habitants dont 53.930 Musulmans, 30.820 Juifs et 16.800 Chrétiens

(7) *The Palestinians*, Izzat Tannous, M.D. IGT. Co 1988, page 519

(8) *Le nettoyage ethnique des Palestiniens*, page 92

(9) *Ibid.*, page 110

(10) *The Palestinians*, page 521

(11) *Le nettoyage ethnique des Palestiniens*, page 143

(12) *Ibid.*, page 265

(13) *The Palestinians*, page 430-438

(14) *Ibid.*, page 431

(15) *Le nettoyage ethnique de la Palestine*, page 323